

Accord départemental
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE
PRÉVOYANCE DES SALARIÉS NON CADRES
DES EXPLOITATIONS AGRICOLES ET CUMA
DE MATÉRIEL AGRICOLE
(Vaucluse)

ACCORD DU 20 SEPTEMBRE 2010

RELATIF À LA PRÉVOYANCE

NOR : AGRS1197013M

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Vaucluse,

D'une part, et

La FGTA FO ;

La FGA CFDT ;

La CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable à l'ensemble des salariés non cadres couverts par le champ d'application de la convention collective de travail du 10 février 1981 concernant les salariés non cadres des exploitations agricoles et des coopératives d'utilisation de matériel agricole de Vaucluse.

Article 2

Objet

Le présent accord a pour objet de mettre en œuvre un régime de prévoyance assurant une garantie de versement du complément de rémunération en incapacité temporaire de travail correspondant à l'obligation légale prévue par l'article L. 1226-1 du code du travail.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent accord entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2011.

Les dispositions actuelles de l'article 21 de la convention collective de travail du 10 février 1981 concernant les exploitations agricoles et les coopératives d'utilisation de matériel agricole de Vaucluse, régissant les modalités de « rémunération en arrêt de travail pour maladie ou accident » sont abrogées avec effet au 1^{er} janvier 2011.

Article 4

Salariés bénéficiaires

Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié relevant du champ d'application défini à l'article 1^{er} et ayant 1 an d'ancienneté et plus dans l'entreprise pour bénéficier de la garantie de rémunération en cas d'arrêt de travail consécutif à une maladie ou un accident détaillée à l'article 5. La condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert un 1^{er} d'ancienneté, à l'exclusion :

- des cadres et personnels ressortissant à la convention collective du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire cadre en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP, ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles.

Article 5

Rémunération en cas d'arrêt de travail consécutif à une maladie ou à un accident

Sauf dispositions plus avantageuses pouvant bénéficier aux salariés, après 1 an d'ancienneté dans l'entreprise, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité temporaire de travail résultant de la maladie ou d'accident, et à condition :

- d'avoir justifié par certificat médical dans les 48 heures de cette incapacité auprès de l'employeur ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole au titre des indemnités journalières ;
- d'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de l'Union européenne.

Le salarié bénéficiera :

- à compter du 8^e jour d'arrêt en cas de maladie ou d'accident de la vie privée ;
- à compter du 1^{er} jour d'arrêt en cas d'accident du travail, du trajet ou de maladie professionnelle,

d'une indemnité journalière complémentaire aux indemnités de la MSA en application des conditions de l'article L. 1226-1 du code du travail à la même condition d'ancienneté minimale fixé à 1 an, de sorte que l'indemnisation globale brute soit égale à :

- jusqu'à 6 ans d'ancienneté : 90 % du salaire brut pendant 30 jours et 72 % du salaire brut pendant 30 jours suivants ;
- supérieure à 6 ans et inférieure ou égale à 11 ans : 90 % du salaire brut pendant 40 jours et 72 % du salaire brut pendant 40 jours suivants ;
- supérieure à 11 ans et inférieure ou égale à 16 ans : 90 % du salaire brut pendant 50 jours et 72 % du salaire brut pendant 50 jours suivants ;
- supérieure à 16 ans et inférieure ou égale à 21 ans : 90 % du salaire brut pendant 60 jours et 72 % du salaire brut pendant 60 jours suivants ;
- supérieure à 21 ans et inférieure ou égale à 26 ans : 90 % du salaire brut pendant 70 jours et 72 % du salaire brut pendant 70 jours suivants ;
- supérieure à 26 ans et inférieure ou égale à 31 ans : 90 % du salaire brut pendant 80 jours et 72 % du salaire brut pendant 80 jours suivants ;
- supérieure à 31 ans : 90 % du salaire brut pendant 90 jours et 72 % du salaire brut pendant 90 jours suivants.

Pour le calcul des indemnités dues au titre d'une période de paie, il sera tenu compte des indemnités déjà perçues par l'intéressé durant les 12 mois antérieurs, de telle sorte que, si plusieurs absences pour maladie ou accident ont été indemnisées au cours de ces 12 mois, la durée totale d'indemnisation ne dépasse pas celle applicable, en vertu des alinéas précédents.

Dans tous les cas, l'indemnisation globale nette du salarié (indemnités légales = complément de rémunération) ne pourra excéder le salaire net que le salarié aurait perçu s'il avait travaillé.

Charges sociales : les charges sociales (patronales) dues sur le complément de rémunération sont payées à la MSA par l'organisme gestionnaire.

Suspension ou rupture du contrat de travail : en cas de suspension du contrat de travail supérieure à 1 mois civil pour arrêt de travail consécutif à maladie ou accident, le versement des cotisations est suspendu, tout en permettant le maintien de la garantie.

Article 6

Cotisations

Les cotisations sont appelées pour tous les salariés concernés par le présent accord sur la base des rémunérations brutes limitées à quatre fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale, servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales.

Les cotisations sont à la charge exclusive des employeurs.

La garantie est financée par une cotisation globale égale à 0,82 % des rémunérations brutes. Elle est composée d'une cotisation de 0,64 % finançant la garantie de rémunération et d'une cotisation de 0,18 % assurant la couverture des charges sociales patronales.

Le montant de ces cotisations est fixé pour une période de 3 ans à compter de l'entrée en vigueur du régime de prévoyance. Au terme de cette période, ces montants de cotisations ainsi que les prestations seront éventuellement révisés en accord avec les partenaires sociaux.

Cependant, durant les 15 premiers mois, un taux d'appel de 90 % est instauré, ramenant ainsi la cotisation globale à 0,74 %.

Article 7

Gestion du régime

Organisme gestionnaire

Pour assurer la gestion du régime de prévoyance défini dans le présent accord et la mutualisation entre les salariés, les organismes signataires conviennent de désigner les organismes Agri-Prévoyance (21, rue de la Bienfaisance,

75008 Paris), membre du groupe AGRICA, et ANIPS (4-6, avenue d'Alsace, 92033 La Défense Cedex), en coassurance à hauteur respectivement de 80 % et 20 %.

Les modalités et conditions de gestion s'effectuent selon les dispositions fixées dans la convention conclue entre l'organisme assureur et les partenaires sociaux signataires.

Article 8

Clause de réexamen. – Dénonciation

Réexamen

Les conditions et les modalités de la mutualisation des risques, ainsi que le choix de l'organisme assureur, sont réexaminées par les signataires du présent accord, selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans, conformément aux dispositions des articles L. 912-1 et L. 912-2 du code de la sécurité sociale.

Dénonciation

Le présent accord peut être dénoncé par l'une ou l'autre des parties, chaque année, au 31 décembre, en respectant un délai de préavis de 3 mois.

En cas de changement d'organisme assureur, l'assureur établit les comptes techniques du régime, dans les 3 mois suivant la date d'effet de la dénonciation. Sur la base de ces comptes techniques, l'assureur accepte de transférer au nouvel assureur les provisions mathématiques des arrêts de travail en cours à la date de dénonciation.

Article 9

Formalité de dépôt et d'extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, déposé par la partie la plus diligente, en 2 exemplaires, dont une version sur support électronique, au service de l'unité territoriale de Vaucluse, DIRECCTE Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Fait à Avignon, le 20 septembre 2010.

(Suivent les signatures.)